

Conférence de presse Planète PME
Mardi 4 mai 2010
Déclaration de Jean-François Roubaud

Sur l'actualité je tiens à profiter de la présence ce matin de nombreux journalistes pour leur parler non pas d'économie mais de social.

Je veux tirer solennellement devant vous la sonnette d'alarme qui, s'il le faut, deviendra demain un appel au rassemblement.

Le gouvernement a présenté hier à la Commission de la Négociation Collective, un texte sur le dialogue social dans les TPE. Si ce texte est adopté en l'état, les TPE verront arriver des membres de « commissions paritaires » pour contrôler le suivi des accords collectifs. Des personnes extérieures aux TPE viendront contrôler...

La relation directe entre le patron de TPE et ses salariés volera en éclat. Là où règne la franchise et le dialogue direct, on va introduire la suspicion et la bureaucratie.

Pourquoi risquer un blocage social ? Pour faire plaisir à qui ?

J'ai beau en parler autour de moi, je n'entends que des commentaires négatifs sur ce projet... Même parmi les membres du gouvernement (dont je tairai le nom ce matin).

Je vous le dis clairement nous n'accepterons pas que les TPE fassent les frais d'obscures négociations de couloirs sur les retraites. Et s'il faut pour être écouté se faire entendre alors bouchez-vous les oreilles !

Le gouvernement doit avoir conscience qu'il s'agit, pour des centaines de milliers de patrons de TPE d'un casus belli. Ils sont sans doute moins souvent dans la rue que nos amis des syndicats mais ils votent.

Et lorsque CGT/CFDT envisagent une démarche commune vis-à-vis des parlementaires, ils traduisent là le meilleur écho de ce texte qui ne fera que semer la discorde et la division.

Et si le Premier Ministre ne peut m'entendre, j'en appelle au Président de la République. Il doit comprendre l'erreur fondamentale que constitue ce texte qui restera une épine plantée dans le pied de sa majorité !